



Le PEA revient en force

Resté à l'abri du dernier tour de vis fiscal, le plan d'épargne en actions (PEA) doit être au cœur de votre stratégie patrimoniale. Explications.

Créé en 1992 pour développer l'actionnariat populaire, le plan d'épargne en actions (PEA) a connu sa période de gloire lors des opérations de privatisation. Mais l'assurance vie, véritable boîte à outils des épargnants, lui a fait de l'ombre. Et les crises boursières lui ont porté le coup de grâce.

Mais, aujourd'hui, le PEA peut brandir un rare avantage: il est exonéré d'impôt sur le revenu à partir de cinq ans de détention. Mieux que le compte-titres qui a perdu successivement le bénéfice du seuil de cession sous lequel les gains n'étaient pas imposés, puis celui de l'exonération des plus-values au bout de huit ans de détention (par abattement d'un tiers au bout

de six ans de détention) qui devait s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2012. Mieux aussi que l'assurance vie au-delà des abattements de 4 600 et 9 200 euros de gains retirés par an. Et si les prélèvements sociaux restent dus, ils sont réglés à la sortie au taux en vigueur lors de la constatation des gains. Contrairement à la majorité des placements assujettis aux taux en vigueur lors de leur dénouement.

Ainsi, pour 100 000 euros investis il y a huit ans, ayant rapporté 4 % par an nets de frais, il reste, après impôts mais hors prélèvements so-

ciaux, 140 609 euros au titulaire du PEA, mieux que ce qu'aurait permis l'assurance vie (138 253 euros) ou le compte-titres (132 893 euros), selon les calculs de Clotilde Courtois-Maraval, responsable de l'ingénierie patrimoniale chez Groupama.

«Aujourd'hui, beaucoup de PEA ont plus de huit ans et sont en plus-values. Leurs titulaires peuvent y faire des retraits en n'acquittant que les prélèvements sociaux», indique Benoît Grisoni, directeur de Boursorama Banque. Vous pouvez aussi le convertir en rente défiscalisée. «Par ce

mode de sortie, vous cumulez un avantage fiscal sur les plus-values réalisées durant la phase d'épargne, et une non-imposition des revenus dans la phase de versement des prestations», insiste Stéphane Gouny, directeur marketing de Primonial, groupe indépendant de gestion de patrimoine.

Les retraits bloquent les versements

L'exonération d'impôt sur le revenu se paie néanmoins d'une moindre souplesse: tout retrait avant les huit ans révolus du plan entraîne la clôture et le transfert du reliquat des titres sur un compte-titres ordinaire. Ce n'est qu'après la huitième année, que vous pouvez effectuer des retraits partiels en titres ou en espèces sans clore le PEA. Mais un retrait, de titres ou d'espèces, interdit de nouveaux versements.

Les gains d'un PEA de plus de cinq ans sont exonérés d'impôt sur le revenu.

En cas de clôture anticipée, vos gains seront taxés à 22,5% si la durée de détention du plan est inférieure à deux ans et à 19% entre deux et cinq ans, en plus des prélèvements sociaux, dus dans tous les cas. Moins pénalisant donc que les retraits sur l'assurance vie (35% avant les quatre ans du contrat, 15% entre quatre et huit ans et 7,5% au-delà, après abattements). Bonne nouvelle pour les candidats à l'exil fiscal, un départ à l'étranger n'entraîne plus la clôture automatique du plan (circulaire du 20 mars 2012), sauf si vous allez habiter dans un État ou territoire non coopératif (ETNC), dont ne font pas partie la Suisse, la Belgique, Monaco ni le Luxembourg.

«Mais le PEA ne peut pas concurrencer le compte-titres dans la gestion patrimoniale familiale. Il ne peut être donné à un héritier, ni faire l'objet d'une opération de démembrement», regrette Christine Valence-Sourdille, ingénieur patrimonial chez BNP Paribas Banque Privée. En cas de décès, les titres sont soldés et les espèces intégreront votre succession après prélèvements sociaux. Un couple ne peut pas en ouvrir un sous la forme

d'un compte joint. Chaque époux aura le sien qui, néanmoins, appartiendra à la communauté s'il est alimenté par des biens communs.

Vous y placez des actions européennes et des espèces. Si vous souscrivez des Sicav, elles doivent mentionner qu'elles sont éligibles au PEA, ce qui suppose qu'elles consacrent au moins 75% de leur actif à l'Europe.

Sa taille est limitée par un plafond de versement de 132 000 euros mais, en y plaçant les titres de sociétés non cotées en forte croissance, certains ont dépassé le million. «Pour éviter les abus, le fisc a limité l'exonération des produits des placements effectués en actions ou parts de sociétés non cotées à 10% de la valeur d'entrée au PEA de ces titres», explique François Villas, fiscaliste chez Cortal Consors.

Quand l'emprunt était éligible

Toutes vos transactions se font à partir du compartiment «espèces» que vous alimentez par des virements bancaires ou des cessions de titres du PEA. Vous n'avez pas accès au SRD. Certains courtiers, comme

Avis d'expert

Benoît Gommard,
directeur général
de Cortal Consors.



“Un PEA autorise une plus grande souplesse de gestion qu'on ne le pense: on peut y loger des actions européennes, des Sicav et des trackers investis dans le monde entier.”

Cortal, Boursorama ou Fortuneo permettent d'alimenter son plan par carte de paiement.

Vous ne pouvez pas y transférer des titres préalablement détenus sur un autre compte. Il y a eu une exception historique en 1993, à l'occasion de l'emprunt Balladur. «Les épargnants ont été autorisés à virer sur leurs PEA des Sicav monétaires et obligataires qu'ils ne voulaient pas vendre à cause des plus-values accumulées, les taux des Sicav mo-

nétaires ayant atteint 8% à l'époque», rappelle Jean-Pierre Rondeau, président de la Compagnie des conseils en gestion de patrimoine indépendants. D'où le succès de cet emprunt à 6% sur quatre ans que l'on pouvait souscrire dans le cadre privilégié du PEA: 1,4 million de souscripteurs ont apporté 110 milliards de francs au lieu des 40 milliards prévus. Ensuite, ils pouvaient soit conserver l'emprunt jusqu'à son terme, soit

Les avantages fiscaux du PEA: la fiscalité des retraits

Durée de détention	Imposition des gains sur le revenu ⁽¹⁾	Prélèvements sociaux	Conséquence du retrait ⁽²⁾
Avant 2 ans	22,5%, remplir formulaire fiscal 2074	15,5% sur la totalité	Clôture du PEA
Entre 2 et 5 ans	Taux commun d'imposition des plus-values mobilières de 19%	15,5% sur la totalité	
Au-delà de 5 ans	Exonération	Application à la date de constatation (voir tableau ci-contre)	Impossibilité d'effectuer de nouveaux versements
Au-delà de 8 ans	Exonération, possibilité de sortir en rente viagère exonérée d'IR ⁽³⁾		

(1) Pendant la durée du plan, les gains ne sont pas imposables, sauf les dividendes des titres non cotés sur la partie excédant 10% de leur valeur à la date d'entrée dans le plan. Les gains deviennent imposables en cas de retraits avant 5 ans. Certaines situations permettent d'échapper à l'imposition: décès du titulaire; rattachement à un autre foyer fiscal possédant déjà des PEA; départ du contribuable à l'étranger; création ou reprise d'une entreprise dans les trois mois suivant la clôture du plan. (2) Si vous clôturez un PEA en perte, les moins-values sont intégralement reportables sur vos autres gains boursiers (autre PEA ou compte-titres) dans un délai de dix ans, car il n'y a plus de seuil de cession. (3) Une fraction de la rente (de 30 à 70% selon l'âge) reste soumise à prélèvements sociaux.

Barème des prélèvements sociaux sur un PEA

Période	Prélèvements*
Avant le 1 ^{er} fév. 1996	0%
De fév. 1996 à fin 1996	0,50%
En 1997	3,90%
De janv. 1998 au 30 juin 2004	10,00%
Du 1 ^{er} juil. à fin 2004	10,30%
De 2005 à 2008	11,00%
En 2009 et 2010	12,10%
De janv. à sept. 2011	12,30%
D'oct. 2011 à juill. 2012	13,50%
À partir du 1 ^{er} juillet 2012	15,50%

(* Sur les gains réalisés.

BANQUE ENQUÊTE

Le PEA revient en force

acquérir des actions, notamment celles des privatisations, en profitant des prix préférentiels accordés aux particuliers (BNP, UAP, Elf, France Télécom...). C'était l'âge d'or de l'actionnariat populaire.

Des frais de gestion limités

Économe en impôts, le PEA l'est aussi en frais. Pour les diminuer encore, ouvrez votre plan chez un courtier en ligne qui propose une large gamme de Sicav sans frais et facture les frais de courtage les plus bas du marché. Ces courtiers ne prennent pas non plus de droits de garde, sauf exceptions.

Si le PEA restreint les possibilités d'investissement aux actions européennes, il a néanmoins sa place dans votre gestion d'actifs financiers en l'utilisant en priorité pour vos actions européennes de préférence à l'assurance vie ou aux comptes-titres. D'autant que ses frontières se repoussent facilement. Certaines Sicav et trackers (fonds s'achetant et se vendant comme des actions) s'en affranchissent grâce à des techniques financières. Ainsi, la société de gestion Federal Finance du Crédit Mutuel Arkea propose des Sicav Asie, Japon et américaines éligibles au PEA. Vous trouverez aussi des trackers investis dans le monde entier éligibles au PEA, en particulier dans la gamme Lyxor du groupe Société Générale.

Un investissement boursier à surveiller

N'oubliez pas que le PEA est un investissement boursier à suivre de près. Vous pouvez opter pour une gestion sous mandat, conseillée ou libre, selon vos aptitudes. Si vous n'êtes pas content de votre intermédiaire, sachez que le PEA, comme le compte-titres,

Le PEA de capitalisation

Méconnu, le PEA de capitalisation, ou PEA Assurance, est proposé par les assureurs, les conseillers indépendants et les banques privées. Il permet de cumuler les avantages fiscaux du PEA et du contrat de capitalisation. Il est surtout intéressant pour les contribuables soumis à l'ISF, puisque les gains n'entrent pas dans l'assiette taxable.

En plus, il permet des donations et des opérations de démembrement. Au décès du titulaire, le contrat de capitalisation est transféré aux héritiers avec son antériorité fiscale. Il reste exonéré d'impôt sur les plus-values mais pas des prélèvements sociaux, qui sont dus depuis l'origine.

Les assureurs ont bâti des contrats intelligents qui ressemblent à leurs contrats d'assurance

vie haut de gamme. Vous pouvez effectuer une gestion libre, pilotée ou profilée en bénéficiant d'option de *stop loss*, d'écrêtage des plus-values, d'investissement progressif ou de rachats programmés. Mais ils n'autorisent pas une gestion libre en titres vifs. Autres défauts, les frais d'entrée et de gestion ainsi que les frais d'arbitrage sont parfois supérieurs à ceux de l'assurance vie.

Notez que le PEA Assurance d'Altaprofits, courtier primé chaque année par *Le Revenu*, ne facture pas de frais d'entrée ni de frais d'arbitrages et limite les frais de gestion à 0,6%. Regardez aussi la gamme des fonds proposés, là encore mention spéciale à Altaprofits, qui propose des fonds sortant de l'Europe, parmi un choix de plus de 100 fonds et Sicav.

Une rente défiscalisée

La rente issue du PEA est la plus avantageuse des rentes, avec celles issues des anciens PEP, car elle n'est pas fiscalisée», affirme Serge Moreno, directeur marketing patrimonial d'AG2R La Mondiale. Seuls les prélèvements sociaux sont imputés, et uniquement sur une fraction de la rente, selon l'âge du créditrentier lors de l'entrée en rente : 70% avant 50 ans ; 50% de 50 à 59 ans ; 40% de 60 à 69 ans et 30% à 70 ans.

Pourtant, la rente reste peu conseillée. « Les nouvelles tables d'espérance de vie ont réduit les taux servis », explique Hervé Tisserand, directeur général d'Altaprofits. Pour un capital de 150 000 euros, ce courtier accorde à une femme de 75 ans une rente annuelle de 8 331 euros (7 324 euros à 70 ans) avec un

taux technique de 1,75%, qui revient à accorder, dès le début de la rente, le maximum possible des produits de la gestion financière prévus, au détriment des revalorisations futures. Investi en Sicav monétaires sans risque, le PEA serait épuisé en dix-huit ans de retraits du même montant.

Sélectionnez préalablement votre assureur en demandant des simulations tenant compte des frais et de la fiscalité. « Le titulaire d'un PEA bancaire transfère son plan auprès d'une compagnie d'assurances avec laquelle il signe un contrat de rente viagère immédiate », précise Alexia Henry, ingénieur patrimonial à la Banque Privée Européenne. Si vous ne voulez pas transformer l'intégralité de votre PEA en rente, faites un retrait partiel avant la demande de conversion.

peut se transférer dans un autre établissement.

« Achetez des actions que vous connaissez », conseille Pascal Donnais, directeur général de Fortuneo, qui recommande aussi, pour limiter les risques, d'investir sur des valeurs à fort rendement, de diversifier les valeurs, les secteurs d'activité et les régions.

« En diversifiant les zones géographiques et en investissant en 2011 aux États-Unis sur l'indice S&P 500, l'investisseur aurait pu combler les pertes du marché européen l'an dernier », remarque Régis Yancovici, directeur général délégué d'Efigest AM qui gère un fonds PEA réactif à partir de trackers. Florence Girardeau, conseillère en gestion de patrimoine, préconise aussi « de consolider ses plus-values, au fur et à mesure qu'approche la date de sortie du PEA ». Vous pouvez vous replier sur les fonds monétaires éligibles proposés par tous les réseaux. Les clients des mutualistes ont un meilleur outil encore avec les parts sociales de leur banque. Les plus actifs peuvent même se couvrir contre les baisses avec les trackers inversés.

Agir en cas de perte

« Le contribuable assujéti à l'ISF peut avoir intérêt à transformer un PEA bancaire en moins-values en PEA de capitalisation », observe de son côté Vincent Vercoustre, directeur du marché français chez Skandia. Car la valeur du plan transféré servira alors de référence à l'ISF (lire l'encadré ci-contre).

Une alternative : clôturer le PEA et imputer les moins-values sur les plus-values du même type réalisées par le foyer fiscal dans un délai de dix ans. Il n'y a plus besoin de dépasser le seuil de cession puisqu'il a disparu. ■

ALINE FAUVARQUE